LEGISLATION - WETGEVING
-L 1 -
12-10-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

GY. L. 15.562/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 14 juin 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un Conseil de la Jeunesse d'expression allemande", a donné le 12 septembre 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 14e juni 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van een Duitstalige Jeugdraad", heeft de 12e september 1983 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Il conviendrait de viser au préambule les dispositions qui constituent le fondement de l'arrêté royal, en un alinéa 1er et en un alinéa 2 rédigés comme suit :

"Vu la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la Communauté culturelle allemande modifiée par la loi du 5 juillet 1976 et par la loi du 18 février 1977;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 fixant les compétences ministérielles pour les affaires communautaires de la région de langue allemande;".

En ce qui concerne le considérant, celui-ci est inutile et doit donc être omis.

L'avis visé à l'alinéa 2 du préambule est dépourvu de portée juridique et doit donc également être omis.

L'alinéa 3 doit également être omis car il n'est pas d'usage de viser un arrêté dans le préambule d'un arrêté qui l'abroge entièrement.

En ce qui concerne l'alinéa 5, étant donné que selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'avis a été demandé au Conseil de la Communauté culturelle allemande mais n'a pas fait l'objet d'une réponse dans le délai prévu par la loi, l'alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Considérant qu'il a été satisfait à la formalité prescrite par l'article 29 de la loi du 10 juillet 1973;".

Il convient, enfin, de viser au préambule l'avis du Conseil d'Etat.

DISPOSITIF.

Article 1er.

La subdivision en deux paragraphes est peu heureuse. Ou bien il faut subdiviser l'article en deux alinéas, ou bien il faut écrire "paragraphe 1er" avant le premier mot de l'article.

Au paragraphe 2, la seconde phrase prévoit, pour le service visé, une obligation distincte de celle qui fait l'objet de la première phrase du même paragraphe. Afin d'éviter toute équivoque, le texte suivant, qui constituerait un deuxième alinéa du paragraphe 2, est proposé :

"Le service ayant dans ses attributions les affaires culturelles pour la région de langue allemande met à la disposition ... (la suite comme au projet)".

Article 2.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, la disposition en projet a pour objet de confier au Conseil la mission de veiller à ce que la jeunesse de la région de langue allemande soit représentée dans toutes les organisations où la jeunesse des autres Communautés est représentée.

Le texte suivant traduirait mieux les intentions du Gouvernement :

"Le Conseil veille à la représentation de la jeunesse de la région de langue allemande au sein des organisations présentes ou futures où la jeunesse des autres Communautés est représentée".

.../...

Article 3.

L'article utilise les termes soit d'organisations "agréées", soit de centres "reconnus", alors que l'arrêté en projet ne prévoit pas quelle est l'autorité qui a qualité pour accorder l'agrément ou la reconnaissance et n'organise aucune procédure à cet effet.

L'agrément ou la reconnaissance étant des éléments de la validité des présentations et, par conséquent, de la composition du Conseil, le projet devrait être complété sur ce point. La nécessité de combler cette lacune s'impose d'autant plus que d'autres dispositions du projet, notamment les articles 4, 5, alinéa 3, et 7, alinéas 2 et 3, visent expressément le droit de représentation qui dépend de l'agrément ou de la reconnaissance.

Dans le texte néerlandais des d et e, il y a lieu, pour éviter toute équivoque, de remplacer le mot "jeugdtehuizen" par le mot "jeugdhuizen" et d'écrire sous f "gemeentelijke jeugdraden" et non "communale jeugdraden".

Article 4.

La disposition en projet n'est pas une dérogation à l'article 3. Le premier membre de phrase devrait donc être omis.

Par ailleurs, l'expression "droit de représentation" est impropre. La disposition vise manifestement le droit pour une organisation non pas de représenter mais d'être représentée.

.../...

De plus, la disposition pourrait s'interpréter comme ne s'appliquant pas aux représentants des centres et maisons de jeunes. Le texte devrait, dès lors, être précisé sur ce point.

Sous cette réserve, la rédaction suivante est proposée pour l'article 4 :

"Article 4.-

Les organisations visées à l'article 3 perdent le droit d'être représentées si leurs délégués se sont abstenus d'être présents à trois séances plénières consécutives. A leur demande, le Conseil peut leur rendre ce droit".

Article 5.

A l'alinéa 1er et à l'alinéa 3, il conviendrait de remplacer les termes "le Premier Ministre compétent pour les affaires communautaires de la région de langue allemande" par les mots "le Ministre qui a dans ses attributions les affaires de la Communauté germanophone".

Cette observation vaut pour les articles 10, 15 et 17.

A la fin de l'alinéa 2, on écrira en néerlandais "na zijn vertrek" au lieu de "na zijn afscheid".

La disposition qui fait l'objet de l'alinéa 3, rapprochée de la disposition de l'article 7, alinéa 3, pourrait s'interpréter comme se limitant, dans son application, au seul remplacement des membres en cours de mandat.

Si la disposition devait avoir une portée plus générale et s'appliquer à toutes les nominations prévues à l'alinéa 1er, elle devrait être revue. En effet, dans sa rédaction actuelle, elle est inapplicable aux premières nominations

des membres du Conseil, soit lors de sa constitution, soit lors de son renouvellement trisannuel, car il serait difficilement concevable que les membres du Conseil sortants interviennent dans la désignation de leurs successeurs.

Par ailleurs, l'alinéa 3 prévoit l'intervention du Conseil dans la procédure de remplacement de ses membres.

Etant donné le nombre éventuellement très limité de réunions de cet organe, alors que des vacances peuvent se produire entre les sessions, il serait préférable de confier au Bureau la tâche de vérification des propositions et de transmission de celles-ci au Ministre.

A l'alinéa 3, il faut écrire "les organisations qui ont le droit d'être représentées" et non "les organisations jouissant du droit de représentation". Dans le texte néerlandais de la dernière phrase, il y a lieu de remplacer "aflening" par "afwijzing" (deux fois) et "uiteenlegt" par "uiteenzet".

Article 7.

A l'alinéa 2, l'utilisation des parenthèses pour l'indication de l'éventualité du décès ne s'explique pas logiquement. L'alinéa 2 serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"En cas de démission ou de décès d'un membre effectif ou d'un membre suppléant ou lorsqu'un membre effectif ou un membre suppléant ne remplit plus les conditions énumérées à l'article 6, ou lorsque les organisations qui ont le droit d'être représentées en font la demande écrite ... (la suite comme au projet).

.../...

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Dans ce cas, les organisations qui ont le droit d'être représentées proposent, conformément à la procédure prévue à l'article 5, alinéa (3), un nouveau candidat qui achève le mandat de son prédécesseur".

Article 9.

Pour respecter l'ordre chronologique des opérations, l'alinéa 7 devrait devenir l'alinéa 1er.

L'alinéa 1er en projet, qui deviendrait l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le Conseil élit parmi les membres effectifs, par scrutin séparé et à la majorité des voix, un président et un vice-président".

A l'alinéa 3 (qui deviendrait l'alinéa 4), il y a lieu de remplacer, dans le texte néerlandais, le mot "bureau-leden" par les mots "leden van het Bureau", tandis que la dernière phrase devrait être rédigée comme suit : "Bij staking van stemmen krijgt de jongste kandidaat de voorkeur".

Par souci d'une meilleure concordance avec le texte français, il convient d'écrire à l'alinéa 4 (qui deviendrait l'alinéa 5): "De duur van het mandaat van de leden van het Bureau stemt overeen met de in artikel 7 bepaalde duur van een mandaat als lid van de Raad. Het mandaat kan worden vernieuwd", et à l'alinéa 5 (qui deviendrait l'alinéa 6) : "De Raad kan echter leden van het Bureau ontslaan. Dat besluit moet door drievierde van de aanwezige stemgerechtigde leden worden goedgekeurd".

.../...

Articles 10, 11, 13, 14 et 17.

Le texte néerlandais de ces articles appelle les observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis

Article 18.

L'alinéa 1er prévoit l'abrogation de l'arrêté royal du 9 juin 1976 sous la seule réserve de la disposition qui fait l'objet de l'alinéa 2 en projet.

Cette abrogation aura pour effet de créer une interruption dans le fonctionnement du Conseil de la jeunesse d'expression allemande, étant donné l'effet de l'arrêté en projet et le délai qui sera nécessaire pour la mise en place du nouveau Conseil.

L'alinéa 2 semble avoir pour objet de maintenir l'application de l'article 15 de l'arrêté royal du 9 juin 1976, concernant les jetons de présence, aux membres du Conseil qui seront nommés conformément à l'arrêté en projet.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition ne permet pas d'atteindre cet objectif. Il conviendrait d'écrire :

"Toutefois, l'article 15 de cet arrêté est maintenu en vigueur et sera applicable aux membres du Conseil qui seront nommés conformément au présent arrêté, jusqu'à ce que ... (la suite comme au projet, sauf à remplacer les mots "le Premier Ministre compétent pour les affaires communautaires de la région de langue allemande" par les mots "le Ministre qui a dans ses attributions les affaires de la Communauté germanophone")

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

De aanhef zou in een eerste en in een tweede lid, geredigeerd als volgt, moeten verwijzen naar de bepalingen die de grondslag vormen van het koninklijk besluit :

"Gelet op de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976 en bij de wet van 18 februari 1977;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden voor de gemeenschapsaangelegenheden van het Duitse taalgebied;".

De considerans is onnodig en dient derhalve te vervallen.

Het in het tweede lid van de aanhef bedoelde advies heeft geen juridische draagwijdte en dient derhalve eveneens te vervallen.

Het derde lid dient evenzo te worden geschrapt want het is niet gebruikelijk dat een besluit in zijn aanhef verwijst naar een besluit hetwelk het volledig opheft.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen is het in het vijfde lid bedoelde advies van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap gevraagd maar is er op dat verzoek geen antwoord gekomen binnen de door de wet bepaalde termijn. Dat lid zou dan ook als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Overwegende dat aan het door artikel 29 van de wet van 10 juli 1973 voorgeschreven vormvereiste is voldaan;".

Tenslotte dient in de aanhef te worden verwezen naar het advies van de Raad van State.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De onderverdeling in twee paragrafen is niet erg gelukkig. Ofwel verdele men het artikel gewoon in twee leden ofwel plaatse men het teken "§ 1" vóór het eerste woord van het artikel.

In paragraaf 2 legt de tweede zin aan de aldaar bedoelde dienst een verplichting op die onderscheiden is van die welke in de eerste zin van dezelfde paragraaf is aangegeven. Om misverstand te voorkomen, wordt de volgende tekst voorgesteld als tweede lid van paragraaf 2 :

"De dienst tot wiens bevoegdheid de culturele aangelegenheden voor het Duitse taalgebied behoren, stelt binnen de grenzen van zijn materiële mogelijkheden de Raad de middelen ter beschikking die diens secretariaat en diens betrekkingen met de verschillende overheden mede helpen verzekeren".

Artikel 2.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, beoogt de ontworpen bepaling aan de Raad de taak op te dragen er voor te zorgen dat de jeugd van het Duitse taalgebied vertegenwoordigd is in alle organisaties waar de jeugd van de andere Gemeenschappen vertegenwoordigd is.

.../...

De volgende tekst zou de bedoeling van de Regering beter weergeven :

"De Raad zorgt voor de vertegenwoordiging van de jeugd van het Duitse taalgebied in de bestaande of toekomstige organisaties waar de jeugd van de andere Gemeenschappen vertegenwoordigd is"

Artikel 3.

Dit artikel heeft het over "erkende" organisaties of "erkende" centra, terwijl het ontworpen besluit nergens bepaalt welke overheid bevoegd is om de erkenning te verlenen en ook nergens aangeeft hoe daarbij te werk wordt gegaan.

Aangezien erkenning een factor is voor geldige voordrachten en, bijgevolg, ook voor een geldige samenstelling van de Raad, behoort het ontwerp op dat stuk te worden aangevuld. De noodzaak om in die leemte te voorzien is des te sterker daar andere bepalingen van het ontwerp, inzonderheid de artikelen 4, 5, derde lid, en 7, tweede en derde lid, uitdrukkelijk handelen over het recht op vertegenwoordiging, dat afhangt van de erkenning.

In de tekst onder d en e vervange men het woord "jeugdtehuizen", om iedere verwarring te voorkomen, door het woord "jeugdhuizen" en onder f schrijve men "gemeentelijke jeugdraden" in plaats van "communale jeugdraden".

Artikel 4.

De ontworpen bepaling is geen afwijking van artikel 3. Het eerste zinsdeel dient derhalve te vervallen.

.../...

De Franse uitdrukking "droit de représentation" is niet deugdelijk en ook de Nederlandse uitdrukking "recht op vertegenwoordiging" is niet geheel ondubbelzinning. Het is duidelijk dat het in deze bepaling niet gaat om het recht voor een organisatie om te vertegenwoordigen, maar om het recht om vertegenwoordigd te zijn.

Daarenboven zou de bepaling kunnen worden uitgelegd alsof ze geen toepassing zou vinden op de vertegenwoordigers van de jeugdhuizen en -centra. De tekst zou derhalve, wat dit betreft, nauwkeuriger dienen te worden gesteld.

Onder dit voorbehoud, wordt voor artikel 4 de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4.-

De in artikel 3 bedoelde organisaties verliezen het recht om vertegenwoordigd te zijn indien hun afgevaardigden verzuimd hebben drie achtereenvolgende plenaire vergaderingen bij te wonen. Op hun verzoek kan de Raad hun dat recht opnieuw verlenen".

Artikel 5.

In het eerste en het derde lid vervange men de woorden "de Eerste Minister, bevoegd voor de gemeenschapsaangelegenheden van het Duitse taalgebied" door de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheden van de Duitstalige Gemeenschap behoren".

Die opmerking geldt mede voor de artikelen 10, 15 en 17.

Aan het eind van het tweede lid, schrijve men "na zijn vertrek" in plaats van "na zijn afscheid".

.../...

Het bepaalde in het derde lid zou, wanneer het in verband wordt gebracht met het bepaalde in artikel 7, derde lid, kunnen worden uitgelegd alsof het in zijn toepassing beperkt zou zijn tot de vervanging van de leden in de loop van het mandaat.

Mocht de bepaling een meer algemene draagwijdte hebben en toepassing vinden op alle in het eerste lid bedoelde benoemingen, dan zou ze moeten worden herzien. In haar huidige redactie laat ze zich immers niet toepassen op de eerste benoemingen van de leden van de Raad, hetzij bij diens oprichting, hetzij bij zijn driejaarlijkse vernieuwing, want het is niet goed denkbaar dat de uittredende leden van de Raad zich bemoeien met de aanwijzing van hun opvolgers.

Het derde lid voorziet anderzijds in het optreden van de Raad in de procedure tot de vervanging van zijn leden.

Aangezien het aantal vergaderingen van dit orgaan mogelijk zeer beperkt zal zijn en er tussen de zittingen vacatures kunnen ontstaan, ware het verkieslijk dat het onderzoek van de voordrachten en de toezending ervan aan de Minister, opgedragen zouden worden aan het Bureau.

In de eerste volzin van het derde lid schrijve men : "De organisaties die het recht hebben om vertegenwoordigd te zijn" in plaats van "De organisaties die mogen worden vertegenwoordigd"; in de laatste volzin vervange men "aflening" door "afwijzing" (twee maal) en "uiteenlegt" door "uiteenzet".

Artikel 7.

Er is geen logische verklaring te geven voor het feit dat, in het tweede lid, haakjes worden gebruikt voor het vermelden van de mogelijkheid van overlijden. Het tweede lid zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"In geval van ontslag of van overlijden van een werkend lid of van een plaatsvervangend lid, wanneer een werkend lid of een plaatsvervangend lid de in artikel 6 opgesomde voorwaarden niet meer vervult, of wanneer de organisaties die het recht hebben om vertegenwoordigd te zijn het schriftelijk aan de Raad vragen, stelt deze het vertrek van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het derde lid redigere men als volgt :

"In dit geval stellen de organisaties die het recht hebben om vertegenwoordigd te zijn, overeenkomstig de in artikel 5, (derde) lid, bepaalde procedure, een nieuwe kandidaat voor. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van zijn voorganger".

Artikel 9.

Om de chronologische volgorde van de verrichtingen in acht te nemen, zou het zevende lid het eerste lid moeten worden.

Het ontworpen eerste lid, dat het tweede lid zou worden, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De Raad kiest, bij afzonderlijke stemming en bij meerderheid van stemmen, een voorzitter en een ondervoorzitter uit zijn werkende leden".

In het derde lid (dat het vierde lid wordt) vervange men het woord "bureauleden" door de woorden "leden van het Bureau" en leze men de laatste volzin als volgt; "Bij staking van stemmen krijgt de jongste kandidaat de voorkeur".

.../...

In het vierde lid (dat het vijfde lid wordt) schrijve men ter wille van een betere overeenstemming met de Franse tekst; "De duur van het mandaat van de leden van het Bureau stemt overeen met de in artikel 7 bepaalde duur van een mandaat als lid van de Raad". Het mandaat kan worden vernieuwd, en in het vijfde lid (dat het zesde lid wordt) "De Raad kan echter leden van het Bureau ontslaan. Dat besluit moet door drievierde van de aanwezige stemgerechtigde leden worden goedgekeurd".

Artikel 10.

De tweede volzin van dit artikel redigere men als volgt : "De voorzitter roept de leden van de Raad en van het Bureau in vergadering bijeen hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheden van de Duitstalige Gemeenschap behoren of van de Voorzitter van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap, hetzij op verzoek van een vierde van de leden van de Raad of van twee leden van het Bureau".

Artikel 11.

Het eerste lid van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"De adviezen en besluiten die zijn goedgekeurd tijdens een vergadering waarop minder dan de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig waren, moeten opnieuw in stemming worden gebracht als dit binnen vijftien dagen na ontvangst van het proces-verbaal schriftelijk wordt gevraagd door ten minste een vierde van de werkende leden die afwezig waren en zich vóór het begin van de vergadering schriftelijk bij de Voorzitter van de Raad hadden verontschuldigd".

.../...

In het tweede lid schrijve men "Ongeacht" in plaats van "Onafhankelijk van".

Artikel 13.

De eerste volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Het Bureau kan slechts op geldige wijze beraadslagen en besluiten wanneer de meerderheid van de leden aanwezig is".

Artikel 14.

Men schrijve overeenkomstig de Franse tekst : "ambtenaren en andere personen" in plaats van "ambtenaren en personen".

Artikel 17.

In dit artikel moet worden gelezen : "... alsook de personen op wie een beroep wordt gedaan voor de beraadslagingen van die groepen hebben recht op presentiegeld en op vergoedingen voor reis- en verblijfkosten, waarvan het bedrag en de wijze van berekening worden bepaald door ...".

Artikel 18.

Het eerste lid heft het koninklijk besluit van 9 juni 1976 op onder het ene voorbehoud van het bepaalde in het ontworpen tweede lid.

Die opheffing zal een onderbreking teweeg brengen in de werking van de Duitstalige Jeugdraad, gelet op de werking van het ontworpen besluit en op de tijd die nodig zal zijn om de nieuwe Raad tot stand te brengen.

.../...

Het tweede lid heeft blijkbaar tot doel de toepassing van artikel 15 van het koninklijk besluit van 9 juni 1976, dat betrekking heeft op het presentiegeld, te handhaven voor de leden van de Raad die zullen worden benoemd overeenkomstig het ontworpen besluit.

Met de gegeven tekst van de bepaling kan dit doel niet bereikt worden. Men schrijve :

"Artikel 15 van dat besluit blijft evenwel van kracht en zal toepassing vinden op de leden van de Raad die zullen worden benoemd overeenkomstig dit besluit, totdat ... (voorts zoals in het ontwerp, maar met vervanging van de woorden "de Eerste Minister, bevoegd voor de gemeenschapsaangelegenheden van het Duitse taalgebied" door de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheden van de Duitstalige Gemeenschap behoren").

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
Ch.-L. CLOSSET, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.